

La difficile position du PS

Analyse Stéphane Tassin

A l'issue du scrutin de 2012, c'est le PS, qui en Wallonie et à Bruxelles, restait le parti le plus fort malgré un recul certain. Il se retrouvait pourtant avec moins de bourgmestres que le MR. Le 14 octobre, le Parti socialiste tentera de conserver ses 89 maieurs et ses nombreux conseillers communaux. L'assise politique des socialistes au sud du pays et à Bruxelles restera-t-elle aussi forte alors que le PTB vient jouer les trouble-fête dans certains bastions ouvriers historiques ?

C'est essentiellement dans les provinces de Liège (26 bourgmestres) et du Hainaut (39) que l'on compte le plus de communes dirigées par un socialiste. On en compte sept en province de Namur, six en province de Luxembourg, cinq dans le Brabant wallon et six en Région bruxelloise. Sur les 281 villes et communes des deux Régions (262 en Wallonie et 19 à Bruxelles), le PS participe à 156 majorités.

La grande force du PS en Wallonie réside dans le fait de présider aux destinées de la plupart des grandes villes à l'exception notable de Namur où il est dans l'opposition depuis 2006 et où il risque fort de rester dans l'opposition six années de plus.

L'enjeu sera de voir s'il garde la main dans les grandes villes. À Charleroi, cela ne fait guère de doute: Paul Magnette est dans un fauteuil. L'enjeu principal du scrutin réside des lors davantage dans le maintien de la majorité absolue. Actuellement, le PS gouverne avec le CDH et le MR. Il sera intéressant de voir s'il choisira les mêmes partenaires, surtout après avoir été débarqué sans ménagement du gouvernement régional en 2017 par le duo.

À Liège, le PS va-t-il changer de partenaire ?

À Liège, par contre, un sondage récent met à mal l'actuelle alliance entre le PS de Willy De-

meyer et le CDH. Un recul annoncé des humanistes empêcherait la reconduction de la majorité en place. Tout bénéfice pour le MR de Christine Defraigne qui ferait tout pour monter dans une majorité avec le PS. Selon ce sondage, toujours, ce sont les écolos qui, pour l'heure auraient le vent en poupe. En embuscade, l'inévitable PTB qui compte bien augmenter plus que sensiblement sa présence au conseil communal. Willy Demeyer suivra-t-il le souhait de la FGFB de voir se constituer des majorités PS-PTB-Écolo ? Fera-t-il de Liège un laboratoire ? Les signes donnés actuellement par le bourgmestre socialiste ne vont pas dans ce sens-là. Et, il ne s'en cache pas, sa volonté est de faire encore deux mandats à la tête de la ville.

À Mons, le turbulent Georges-Louis Bouchez (MR-Mons en mieux) rêve de renverser la majorité absolue socialiste. Au PS, on se demande surtout si Nicolas Martin, la tête de liste, fera un meilleur score que le bourgmestre sortant, Elio Di Rupo qui poussera la liste. La pression sur le dos de Nicolas Martin est donc double: être assez solide pour conserver la majorité absolue et faire le meilleur score de la liste pour occuper le poste de bourgmestre. Le décret wallon stipule en effet que c'est le candidat qui récolte le plus de voix sur la plus forte liste de la coalition qui devient maieur.

À Herstal, Frédéric Daerden devrait remplir, bien conscient que le score du PTB risque d'être important. En mettant en place une liste composée des membres de son actuelle majorité (PS-EPH), il tentera de conquérir une majorité absolue. À Seraing, la défection, pour cause d'ennuis judiciaires, du bourgmestre Alain Mathot verra plusieurs socialistes se disputer la succession. Ici aussi, le PTB est menaçant et pourrait profiter d'éventuelles divisions des socialistes au soir du scrutin. Le MR compte dessus pour mettre à mal la majorité absolue et forcer le PS à une alliance excluant le PTB.

À La Louvière, le PS de Jacques Gobert, bien qu'en majorité absolue, a ouvert ses bras au MR en 2012. On voit mal le PS s'écarter. Rappelons qu'en 2012, le mot d'ordre prési-

dentiel au PS était d'ouvrir le plus possible les majorités absolues. Une manière de mouiller les autres et d'affaiblir l'opposition tout en élargissant les réseaux de l'exécutif. L'expérience semble avoir porté ses fruits dans la plupart des communes qui l'ont fait.

Philippe Close veut faire oublier le Samusocial

À Bruxelles, il se dit que le PS et le MR qui avaient convoqué au détriment du CDH en 2012 ont déjà signé un contrat préruptuel

pour repartir ensemble durant six ans si l'électeur le permet, bien entendu. Comment sera digérée l'affaire du Samusocial dans l'esprit des Bruxellois ? Philippe Close, l'actuel bourgmestre socialiste parviendra-t-il à faire oublier l'affaire qui a causé la perte de son prédécesseur Yvan Maieur ? Le style est en tout cas très différent. En 2012, le couteau planté dans le dos de Joëlle Milquet à Bruxelles-ville avait précipité la fin du règne de Philippe Mouraux à Molkenbeek. Tête de liste PS, Catherine Moureaux, la fille de l'ex-bourgmestre, espère reprendre à la libérale Françoise Schepmans le siège occupé jadis par son père.

Des matches PS-MR où le PS peut craindre un revers, il y en aura d'autres. Actuellement en majorité à Anderlecht, le MR espère reprendre le maïoriat à Eric Thomas. À Forest, le MR a le couteau entre les dents pour mettre par terre la coalition actuelle que le PS a scellée avec Écolo et Défi.

Le PS ne peut en aucun cas se permettre une lourde défaite, qui créerait de l'aigreur au sein des cadres du parti. La perspective des législatives de mai 2019 va replonger les élus directement dans le bain électoral quelques semaines après le scrutin local. En cas de défaite cinglante, les socialistes n'auront pas la possibilité de discuter de la succession de Di Rupo à la tête du parti: c'est toujours dangereux d'ouvrir un débat présidentiel en pleine campagne.